

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BIBLIOTHECAIRES

LES BIBLIOTHEQUES AU GABON

note de synthèse présentée

par

Marie Elizabeth Bouscarle

sous la direction de

M. Jean-Roger Fontvieille

1982 / 12



1982 - 18e promotion

A V E R T I S S E M E N T

La présente étude résulte de nombreuses enquêtes entreprises initialement pour un article qu'a publié l'American Library Association (ALA), en Juin 1980, et qu'il semblait naturel de poursuivre, tout d'abord sur place, jusqu'en Juillet 1981, puis à l'aide des réponses aux questionnaires envoyés courant 1982.

R E M E R C I E M E N T S

J'adresserai donc ici mes remerciements les plus vifs à Messieurs Gérard Béville et Amoughe M'Ba qui ont été des correspondants très précieux, ainsi qu'à Monsieur Jean-Roger Fontvieille qui a bien voulu superviser cette étude.

Je voudrais également rendre hommage à Messieurs Hans E. Panofsky et Bousso, ainsi qu'au premier conservateur gabonais, pour l'amitié et la confiance dont ils m'ont entourée.

R E S U M E

Le Gabon est un pays riche, mais sous-peuplé, de l'Afrique Equatoriale, où le revenu per capita est inégalement réparti et qui entretient des liens étroits avec la France. On recense trente-neuf unités de documentation, dont vingt-et-une, sans personnel spécifique, et une seule ayant à sa tête un conservateur gabonais. Les quelques professionnels sont donc assez isolés et on ne peut pas encore parler d'une politique nationale de diffusion de l'information. Mais le récent développement de la Bibliothèque Nationale du Gabon, d'une part, et de l'association des archivistes, des bibliothécaires et des documentalistes en exercice, d'autre part, contribue de façon non négligeable au progrès des bibliothèques gabonaises.

A B S T R A C T

Gabon is a rich underpopulated country of the Equatorial Africa, where the per capita income is unequally distributed and who maintains strong ties with France. There are about thirty-nine documentary units, including twenty-one, without any specific staff, and only one headed by a chartered Gabonese librarian. The few professionals are rather isolated and dissemination does not seem to be a priority, yet. But the recent development of both the National Library of Gabon and the archivists, librarians and documentalists gabonese association, is improving the country librarywise.

S O M M A I R E

Avertissement	p. II
Remerciements	II
Résumé	III
Abstract	III
Sommaire	IV
Introduction	1
Carte du Gabon	2
Aperçu général	3
I le pays	3
situation géographique	3
bref historique	3
situation économique	4
transports	4
II les circuits de diffusion de l'information	5
éducation	5
imprimeries	5
librairies	7
livres africains à Libreville	7
diffusion du livre	8
"facilités de lecture"	8
radio et télévision	9
presse	9
Les Bibliothèques au Gabon	11
I les Archives et la Bibliothèque Nationales	11
historique des archives	11
le Département des Archives Nationales	12
le D. de la Bibliothèque Nationale	14
le D. de la Documentation Gabonaise	16
le D. des services techniques	17
les perspectives d'avenir de la D.G.A.B.D.	17
II les bibliothèques de l'enseignement supérieur	18
la B.U.	19
les bibliothèques de départements (Facultés)	21
E.N.S.G.	21
E.N.M.	23
CUSS	23
ENA	23
INEF	24
les perspectives d'avenir des b. de l'e. s.	24
III Autres bibliothèques d'écoles	25
Moanda et Bitam	26
Lycée Léon M'Ba	26
les bibliothèques scolaires	26
ENSAS	26
I.A.I.	27
Ecole des Cadres du Parti (P.D.G.)	27
perspectives d'avenir de ces trois b.	27

IV les bibliothèques des centres de recherche	28
CENAREST	28
I.R.T., I.R.S.H., IPHAMETRA	28
IRET, ORSTOM, IRAF	28
C.I.R.M.F.	29
V les bibliothèques de lecture publique	32
les cases d'écoute	32
"la lecture pour tous en l'an 2 000"	32
VI Autres bibliothèques	33
Ministère de l'Information	33
Ministère des Mines	33
Ministère du Plan	33
Cour Suprême	34
I.P.N.	34
Musée	35
R.T.G.	35
OCTRA	36
S.E.E.G.	36
Chambre de Commerce	36
VII bibliothèques étrangères	37
France	37
Saint Ex	37
Labo. des Bâtiments et des Travaux Publics	38
B.R.G.M.	38
I.G.N.	38
Labo. National de Cartographie	39
Etats-Unis d'Amérique	39
USIS	39
Nations Unies	39
Récapitulation (tableau 5)	40
(tableau 6)	41
VIII la formation professionnelle et le futur	41
la formation professionnelle (programme)	43
le centre de rech. BANTOU	44
Bibliographie	45
ouvrages à consulter	46
Appendices	47
1 liste des travaux de la D.G.A.B.D.	47
2 la Flore du Gabon	47
3 liste des publications du C.I.R.M.F.	47
4 liste des sigles et acronymes utilisés	50

I N T R O D U C T I O N

Les bibliothèques au Gabon sont en majorité, de création récente ; mais afin de mieux connaître l'environnement dans lequel elles évoluent et surtout, les difficultés auxquelles elles doivent faire face, il est sans doute intéressant d'avoir un aperçu général sur le pays, puis sur ses circuits de diffusion de l'information.

C'est pourquoi, nous commencerons par situer, assez rapidement, le Gabon : au point de vue géographique, historique et économique, avant de passer en revue les imprimeries, les librairies et la presse du pays.

En deuxième partie, nous aborderons les différents services d'archives, de bibliothèques et de documentation que nous connaissons, ou sur lesquels nous avons reçu des renseignements ; après cela, nous tenterons d'examiner les perspectives d'avenir qui se dégagent.

La bibliographie paraîtra ensuite fort succincte car nous n'avons retenu que quelques documents d'actualité et ceux qui traitent du sujet qui nous occupe. En effet, nous n'avions pas pour but de reconstituer une bibliographie (fatalement élémentaire), ni sur tout ce qui a trait aux bibliothèques, ni sur le Gabon en général. Pour compléter la quinzaine de titres mentionnés, on pourra toutefois se référer à un ouvrage de la collection "Que sais-je ?" et aux deux bibliographies que nous signalons.

Mais jetons auparavant un coup d'oeil à la carte du Gabon, où sont figurées les principales voies de communications, quelques villes et des données économiques.

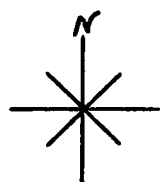
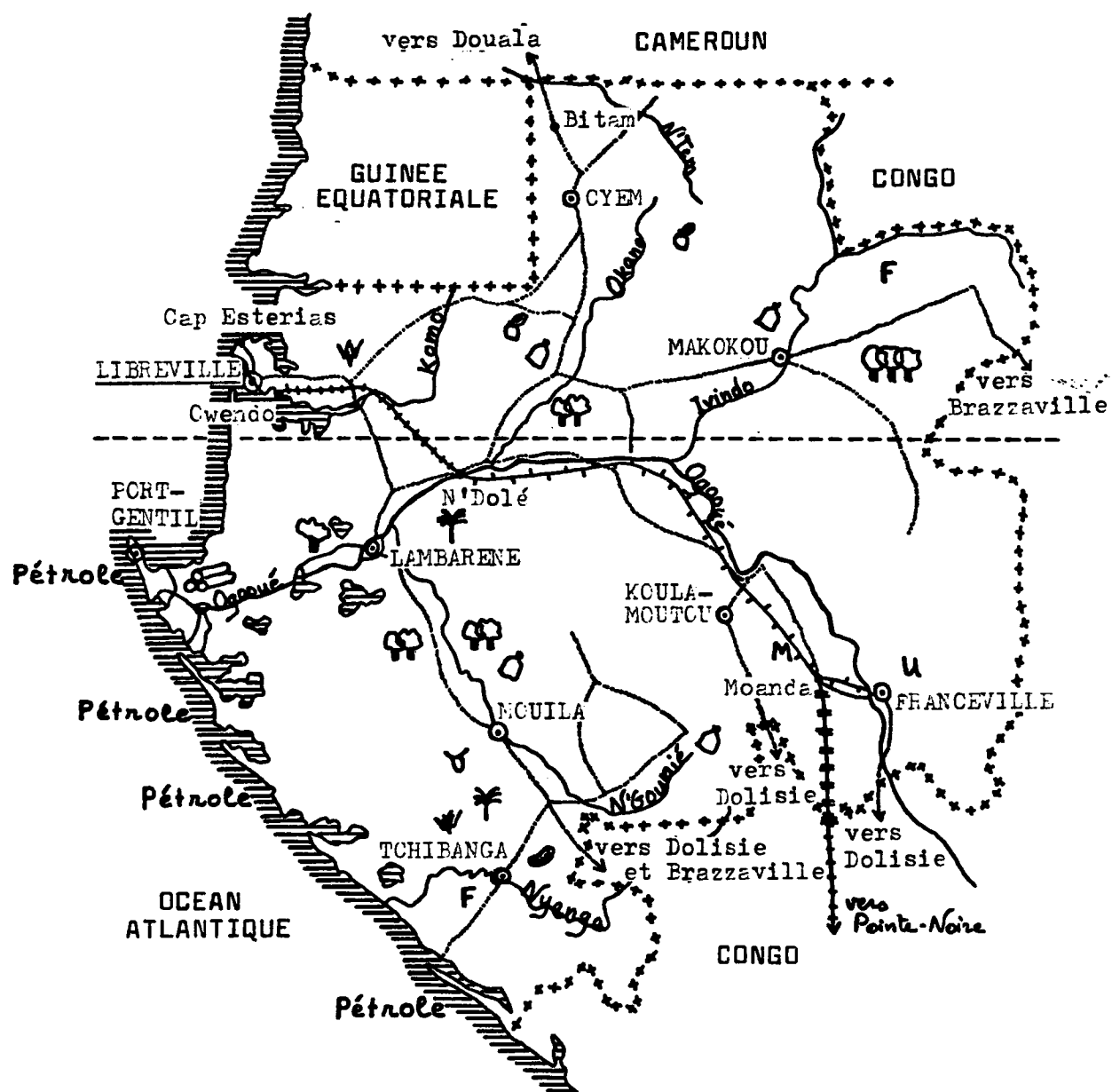
CARTE DU GABON

Légendes :

+ + + + + frontière
 - - - - - Equateur
 ——— cours d'eau
 ● chef-lieu
LIBREVILLE : capitale
 . autre ville
 ——— route
 + + + + + voie ferrée
 + + + + + - en projet
 + + + + + téléphérique

	arachides
	cacao
	café
	riz
	élevage
	palmiers
	forêts, zone 1
	- - 2
	- - 3
	bois
F	fer
M	manganèse
U	uranium

CARTE DU GABON



A P E R C U G E N E R A L

I : LE PAYS

Traversé par l'Equateur, le Gabon est limité par l'océan Atlantique à l'Ouest, par la Guinée Equatoriale et le Cameroun au Nord, puis par le Congo à l'Est et au Sud. Sa superficie de 267 000 km², représente environ celle de la moitié de la France. D'après les estimations des Nations Unies en 1979, les Gabonais ne seraient guère plus de 600 000 ; ils se divisent en une quarantaine d'ethnies et parlent une douzaine de langues appartenant au groupe BANTOU. Le Gabon compte également quelques 100 000 étrangers, dont 30 000 Européens.

Les masques et reliquaires du Gabon sont connus dans le monde entier : généralement en bois, ils sont recouverts de cuivre, de laiton ou peints partiellement en blanc.

La Préhistoire et les mouvements migratoires ne sont pas encore très bien connus en Afrique Centrale ; l'Ogooué semble cependant avoir été un axe de passage important grâce à ses 1 200 km et à ses affluents.

Dès 1472, les Portugais "découvrent" le Gabon et lui donnent son nom, comme ils le feront pour d'autres sites le long du littoral. Divers trafiquants et marchands d'esclaves suivirent, traitant avec les populations côtières. Puis les Britanniques et les Français arrivèrent au XIXème siècle. Le premier traité avec la France est signé en 1837 et le noyau de Libreville, constitué en 1849, avec les esclaves libérés d'un navire négrier arraisonné.

De 1860 à 1900, Pierre Savorgnan de Brazza remonte l'Ogooué pour atteindre le Congo ; il fonda Franceville puis Brazzaville, établissant ainsi une importante colonie française en Afrique Centrale.

C'est en 1913 qu'Albert Schweitzer s'installe à Lambaréné ; il est mort en 1965, mais son hôpital vit toujours, grâce à des fonds gabonais et internationaux.

Le Gabon accède à l'indépendance en 1960. Il maintient des liens étroits avec la France ; le français est d'ailleurs sa seule langue officielle. Il y a neuf provinces, chacune placée sous l'autorité d'un gouverneur nommé, puis trente-sept préfectures. Albert-Bernard Bongo (devenu El Hadj Omar Bongo en 1973), est le second Président de la République Gabonaise. Depuis quelques années, le pays s'est lancé dans des projets de prestige, tandis que toute forme de contestation se trouve réprimée.

Quatre-vingts pour cent de la population vit d'une agriculture sous-productive et souffre de l'inégale répartition du revenu national. Le revenu per capita étant estimé à 500 000 F CFA (10 000 FF), le Gabon est pourtant le plus riche pays au Sud du Sahara.

Mais sa production pétrolière décline. Selon la stratégie économique à long terme du Gouvernement, l'exploitation d'uranium, de manganèse, de fer et du bois, devrait remplacer celle des gisements pétroliers épuisés ; le développement de ces exploitations minières et forestières est toutefois handicapé par le manque de transports.

On doit ce manque de transport au climat équatorial et à la nature du sol qui mettent à rude épreuve les voies de communication terrestre. En 1979, on comptait 7 000 km de routes, dont 2 900 goudronnés, 75 km de téléphérique (au Sud-Est, pour l'évacuation sur Pointe-Noire du minerai) et 182 km de voies ferrées en service, entre Owendo et N'Djolé. Le chemin de fer transgabonais doit parcourir encore près de 800 km, mais ses travaux sont en retard et dépassent sensiblement les premières estimations des coûts.

Quant à la navigation fluviale, son accès aux côtes se voit barré par de nombreux rapides. Les principaux ports maritimes sont Owendo et Port-Gentil, près des deux grands centres économiques du pays.

Les transports aériens se sont eux, bien développés : il

y a plus d'une centaine d'aérodromes, dont trois pouvant recevoir de gros appareils, et soixante-quatorze privés.

Parce qu'elle est de type enclavé, l'économie gabonaise dépend donc excessivement des importations, même pour les denrées de base, ce qui favorise naturellement l'inflation. Le coût de la vie est notoirement élevé au Gabon, tandis que le chômage a fait son apparition, jusque parmi les cadres. Là comme ailleurs, on encouragerait à l'occasion, des sentiments xénophobes envers les étrangers africains.

II : LES CIRCUITS DE DIFFUSION DE L'INFORMATION

En ce qui concerne l'éducation, le Gabon fournit un effort considérable : quatre-vingts pour cent des enfants scolarisables fréquentent des établissements scolaires, dont la moitié sont privés. On enregistre cependant une déperdition importante à tous les niveaux ; déperdition sans doute due à l'inadaptation des programmes (calqués sur ceux du système français), à l'emploi d'une langue étrangère non enseignée comme telle, aux carences d'enseignants, de locaux et de matériel pédagogique. A ce sujet, le Troisième Plan (1976-1980) avait rappelé l'urgence d'une réforme fondamentale et structurale.

C'est à l'Imprimerie du Gouvernement, installée dès 1887 à Libreville, que l'administration coloniale française a pu faire éditer un journal officiel et des annuaires.

Mais la plus ancienne maison encore en activité, se trouve à la Mission Sainte Marie de Libreville : elle y a été créée en 1902, pour subvenir aux dépenses de la Mission. Les Frères l'ont quittée en 1971 et les deux presses fonctionnent, pour le diocèse, grâce à une douzaine d'employés gabonais.

Pour des raisons identiques, les Frères de Saint Gabriel montent en 1952 leur Imprimerie Saint Joseph. Ils ont depuis abandonné l'atelier de reliure, mais emploient vingt-deux Gabo-

nais sur sept presses et impriment la plupart des formulaires officiels.

Une Imprimerie Centrale d'Afrique s'installe quelques années plus tard en 1958, à Libreville comme auparavant à Bangui, à Pointe-Noire et à Brazzaville. Elle prend le nom d'Impriga, lorsqu'elle s'agrandit en 1973 et que 10% de ses actions deviennent gabonaises. Il y a une cinquantaine de personnes qui exécutent des commandes variées (publicité, programmes de cinéma ou parfois un numéro du Journal Officiel), sur sept presses et quatre machines offset.

Quant à la société Multipress-Gabon, elle voit le jour en 1975 ; aujourd'hui, elle compte des actionnaires nationaux (47 %), une centaine d'employés, dix presses et quatre machines offset. On y imprime le quotidien L'Union, les publications du Parti (P.D.G.) et on y prépare (à partir de 1978) les liasses pour imprimantes.

On peut remarquer que depuis 1979, l'Imprimerie Papeterie de Louis s'est rapidement imposée : elle emploie vingt-deux personnes mais toutes ses actions sont étrangères.

Au contraire, les Gabonais détiennent la majorité de celles de la Sogin, créée en 1981 avec onze employés.

En dehors de Libreville, seule Port-Gentil semble avoir une imprimerie (depuis 1978) : il s'agit de Gaboffset, une filiale de Multipress.

Il ne faudrait pas s'étonner de ne plus trouver d'atelier de reliure à usage commercial au Gabon. En effet, à part les publications de prestige du Gouvernement ou du Parti (P.D.G.), qui ne doivent guère obéir aux mêmes critères de rentabilité, le débouché des ouvrages spécifiquement gabonais paraît être fort restreint.

La commercialisation de tout ce qui est imprimé passe d'ailleurs en grande partie par l'entremise de la compagnie Hachette, qui s'est assurée la représentation exclusive au Gabon, d'éditeurs français et même de Sonapresse, pour distribuer L'Union.

Pendant les années "soixante" Hachette a donc ouvert en plein centre ville, un magasin qui est devenu la librairie Sogalivre en 1978. Aujourd'hui, une dizaine de Français y supervisent une dizaine de Gabonais, pour vendre des livres (50%), des périodiques (25%) et de la papeterie (25%).

En flânant un peu plus loin, on trouve au Drugstore, les derniers romans dont on parle à Paris, des livres de poche, des albums de bandes dessinées et quelques disques, à choisir au milieu de bibelots de luxe, plus ou moins utiles. Les romans y sont peut-être un peu moins onéreux que chez Sogalivre et l'accueil certainement plus sympathique.

A part la Librairie Nouvelle et une ou deux tentatives pendant la dernière décennie, les librairies gabonaises ont en général, fait récemment leur apparition.

Le Phénix, par exemple, a ouvert presque simultanément deux points de vente en 1980 ; le principal est en ville et extrêmement à l'étroit pour ses collections d'ésotérisme, ses livres scolaires "africanisés", un peu de papeterie, des dépôts-vente de l'ENA et quelques titres africains ; le deuxième jouit d'un petit peu plus de place dans l'entrée d'un grand hôtel, qu'il anime en tant que buraliste (tabac, papeterie, journaux et petits souvenirs pour les clients de passage), tout en offrant un assez large choix de livres africains, par rapport aux confrères de la place.

Seulement, que faut-il entendre à Libreville, par "livres africains"? A vrai dire, nous croyons en distinguer trois types caractéristiques : imprimé en Europe, le premier consiste soit en une publication de prestige, magnifiquement illustrée, soit en un manuel scolaire "africanisé" ; le deuxième, édité en France, a cette fois un auteur africain et il s'agit d'un roman publié par un grand éditeur parisien, ou d'un travail (universitaire bien souvent) entré dans une collection spécialisée ; le troisième, par contre, est édité au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun et son contenu concerne, a priori d'un peu plus près, un public africain.

Ces caractéristiques sont naturellement schématisées, cependant, elles réapparaissent également assez bien au niveau de la diffusion qui, elle, se heurte à de sérieux obstacles. On constate tout d'abord, que sur les tables de Hachette-Sogalivre (la librairie de belle surface, la mieux située et la plus achalandée), on ne voit pas très fréquemment les deux derniers types d'ouvrages africains, à moins que leur auteur ne soit gabonais et ne se charge d'y laisser une pile d'exemplaires, de temps en temps (c'est le système du dépôt-vente, qui a l'air de devenir relativement courant). Le choix offert par Le Phénix en est d'autant plus intéressant ; mais un deuxième obstacle s'élève : celui du prix, généralement prohibitif pour le Gabonais moyen. Enfin, n'oublions pas que tous ces titres sont en français, car les quelques travaux faits sur ou dans une des langues du pays, ne sont que très rarement édités, et encore moins diffusés.

En dehors des libraires ayant pignon sur rue, d'innombrables revendeurs de journaux, de magazines et de bandes dessinées, installent leurs étals ici et là. En tant qu'étrangers africains, ces revendeurs souffrent parfois des contrôles policiers, mais ils ne disparaissent jamais longtemps et attirent toutes sortes de "lecteurs".

Malheureusement, l'ensemble des "facilités de lecture" qu'offre la capitale, ne se retrouve guère dans le reste du pays : quelques villes ne possèdent qu'une petite boutique vendant des magazines, des manuels scolaires et de la papeterie, voisinant ou non, avec des revendeurs "mobiles".

Ce manque de facilités, joint aux trois principaux obstacles à la diffusion, ne fait que rendre encore plus aléatoires les possibilités (puis les capacités) de lecture de quatre-vingts pour cent de la population. En effet, seuls vingt pour cent sont urbanisés dans l'une des trois premières agglomérations (Libreville, Port-Gentil et Moanda-Franceville), la densité reste faible (2,4 habitants au km environ) et l'habitat est traditionnellement dispersé.

Un lien national pourrait être tissé par la radio et la télévision ; pourtant actuellement, malgré leurs deux chaînes respectives, on s'aperçoit qu'à de rares exceptions près (re-transmissions de cérémonies traditionnelles ou d'animations folkloriques hautes en couleurs, mais dont les commentaires sont toutefois délivrés en français), une infime quantité de leurs émissions s'adresse spécifiquement aux Gabonais et aucune, à notre connaissance, dans une des langues du pays.

C'est donc sans doute à la presse quotidienne nationale, qu'échoue le privilège de véhiculer le mieux l'information, bien qu'elle n'utilise pas plus les langues régionales. Un bref aperçu historique de la presse au Gabon, ne mentionne d'ailleurs qu'un seul bulletin, paroissial, ayant paru en fang, au début du siècle, car toutes les publications officielles paraissaient de toutes façons en français.

La première, Le Journal Officiel du Congo-Gabon, fut publiée régulièrement chaque semaine et sur quatre pages, du 18 Juin 1887 au 25 Mai 1889. D'autres suivirent et fournissent d'inépuisables renseignements sur la colonie.

La presse privée apparaît au début du XXème siècle, émanant d'une association professionnelle, d'une mission protestante (le petit bulletin en fang, Nkegeni Kiki-Ndoa) ou, plus tard, d'organisations politiques.

Mais il faut attendre L'Effort Gabonais (11 Octobre 1962-30 Mai 1964) pour lire ce qu'on a appelé le premier journal gabonais d'intérêt général. Gabon d'Aujourd'hui lui succède jusqu'à la fin de 1967, en gardant presque la même présentation hebdomadaire, sur six ou huit pages.

De 1967 à 1976, l'Agence Gabonaise de Presse (A.G.P., fondée en 1961) publie Gabon Matin, un bulletin quotidien très bien fait et de petit format.

Enfin, le 15 Mars 1974 on lance le premier numéro de L'Union, sous sa forme hebdomadaire ; jusqu'au numéro 93 du 23 Décembre 1975, son tirage moyen fut de trois mille exemplaires. Puis avec l'installation de Multipress-Gabon voir p.6 , il de-

vient quotidien à partir du 30 Décembre 1975, avec un tirage de cinq mille exemplaires, passé aujourd'hui à quinze mille en moyenne.

- tableau 1 : le développement de L'Union

L'UNION	8-12 p. hebdomadaire	8-12 p. quotidien
dates	15.3.74-23.12.75, n°93	30.12.75--
tirages	3 000	75 = 5000 ; 76 = 10500
moyens		77 = 17000 ; 81 = 15000
éditeur	Sogapresse (f.1973) Société Gabonaise de Presse	Sonapresse (f.1975) Société Nationale de Presse et d'Edition
capital	10 000 000 F CFA 200 000 FF	36 800 000 F CFA 796 000 FF
actions	Président, Hachette, France-Editions	Etat Gabonais = 75% France-Editions = 25%

N.B. : le tirage de 1977 est celui atteint pendant le XIVème Sommet de l'O.U.A., Libreville : 23.6-5.7.1977.

Le billet de première page : "Pour moi quoi...Makaya", dénonce avec un humour mordant, les embarras du Librevillois (Makaya) ; Multipress en a du reste édité un recueil illustré en 1981. D'après l'UNESCO, et compte-tenu de la population du pays, L'Union connaît un des plus gros tirages en Afrique.

Malgré tout, on regrettera l'absence de réelle promotion du livre au Gabon (surtout lorsque la lecture n'est pas une habitude familière) : une colonne en page 7 de L'Union, signale parfois un nouveau titre gabonais, tandis que la radio et la télévision invitent l'auteur ; ont été ainsi salués un universitaire et une ou deux autres personnes mais on ne connaît pas encore de romancier gabonais, bien que le répertoire traditionnel (chants épiques, contes, devinettes et proverbes) soit inépuisable.

LES BIBLIOTHEQUES AU GABON

Au milieu de l'environnement que nous venons d'esquisser, les bibliothèques doivent faire face à de sérieuses difficultés. Pourtant, le nombre des services d'archives, de bibliothèque et de documentation nous oblige à les répartir en sept catégories, que nous aborderons successivement, pour la commodité de l'exposé.

I : LES ARCHIVES ET LA BIBLIOTHEQUE NATIONALES

C'est la création des Archives et de la Bibliothèque Nationales qui va amener peu à peu le Gabon à se doter d'une infrastructure dynamique, en ce qui concerne la documentation et sa diffusion. Il semble donc logique de commencer par leur présentation, bien qu'elles ne soient pas les premières dans le temps. Cette présentation se déroulera de département en département, à la suite d'un rapide historique des archives au Gabon.

+ historique des archives au Gabon

Après la Seconde Guerre Mondiale, le gouverneur-général français résidant à Libreville, décide d'y organiser les archives de la colonie. Puis pendant les années cinquante, on crée à Brazzaville, capitale administrative de l'Afrique Equatoriale Française (A.E.F.), un dépôt pour les archives des quatre pays concernés : Tchad, Oubangui-Chari, Congo et Gabon. En 1960, lors du départ de l'administration coloniale, toutes ces archives sont emportées ; elles sont en grande partie conservées aujourd'hui, aux Archives Nationales, Section Outre-Mer (ANSOM), c'est à dire à Paris et à Aix-En-Provence.

Seulement, beaucoup d'archives n'ont jamais été transférées, par manque de moyens, à Brazzaville, si bien qu'elles sont restées sur place. Le Gabon a ainsi gardé des archives provinciales et même quelques unes du Gouvernement.

En 1967, M. Rapontchombo, après des études scientifiques supérieures à Montpellier, en France, lance le projet du "centre de recherche et d'information sur les ressources naturelles du Gabon", en vue d'établir un institut scientifique national. Le projet n'est pas retenu et il pense alors, à organiser les archives délaissées dans son pays.

C'est finalement en 1969, qu'est créée la Direction des Archives Nationales, à laquelle on adjoint en même temps, une Bibliothèque Nationale.

Elles sont situées dans un immeuble construit pour abriter un club de ministres et qui devint plutôt une école de police, avant d'abriter des enfants évacués du Biafra en 1968. Ce n'était qu'un petit édifice sur pilotis, éloigné du centre ville, hors des trajets habituels des transports publics, près d'une rivière qui tend parfois à déborder, et faisant face à l'estuaire du Komo.

Quoi qu'il en soit, M. Rapontchombo décide de faire élever des murs entre les pilotis, afin de gagner un rez-de chaussée ; les premiers éléments spéciaux du mobilier arrivent sept ans plus tard ; mais petit à petit, il acquiert les équipements nécessaires et accroît l'importance de ses effectifs. Il est toujours à la tête de ce qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de Direction Générale des Archives, de la Bibliothèque (nationales) et de la documentation (gabonaise) ou D.G.A.B.D., dont nous allons voir les différents départements, et qui dépend directement de la Présidence.

+ le Département des Archives Nationales

Les Archives Nationales du Gabon ont donc été créées en 1969 ; l'année suivante, M. Rapontchombo reçoit l'autorisation de collecter les archives disséminées sur tout le territoire, ce qu'il accomplit ici et là, de 1970 à 1973. Dans le même temps, la Présidence et quelques services d'Etat, commencent à déposer leurs propres archives. Mais en l'absence de personnel qualifié, elles sont simplement triées et mises, selon leurs

sources et dates, en cartons que l'on empile dans la grande pièce du rez-de-chaussée (120 m²), climatisée en permanence.

Dès 1975, il est en outre décidé de recouvrir, par voie de microfilms, les archives de l'époque coloniale qui concernent le Gabon et ses voisins ; depuis 1980, le Gouvernement français finance en partie, le programme long et coûteux qui est exécuté aux ANSOM, à Aix-En-Provence.

En 1976, le premier archiviste gabonais obtient son diplôme de l'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes de Dakar (EBAD), au Sénégal. Cinq autres l'ont imité et s'occupent actuellement des inventaires, des recherches à effectuer sur les fonds versés et de la réception des nouveaux dépôts. Ceux d'archives privées, sont du reste, encore assez rares. C'est pourquoi, le legs de Me Vanoni en 1981, a été si remarquable : et par son ampleur (environ 2 km linéaires), et par son intérêt (le notaire était arrivé au Gabon durant les années 1920).

- tableau 2 : le Département des Archives

années	pers. qual.	inven- taires	archives linéaires non-catalog..	cataloguées
1976	1	* 2	183 m	1 m
1978	3	+ 1	1 200 m	183 m
1981	5	+ 6	5 500 m	1 200 m

* chacun en 2 ex. dactylogr. et sur un fonds différent
[voir Appendice 1]

Lorsque le personnel des Archives sera plus étoffé, il pourra surveiller les différents dépôts qui auront été créés à son instigation, notamment en province : grâce à des interventions ponctuelles, puis en initiant des agents au pré-archivage sur place. Les spécialistes viendraient ensuite traiter les documents de manière plus approfondie. Les archivistes gabonais participent d'ores et déjà à l'élaboration d'un enseignement professionnel au Gabon.

+ le Département de la Bibliothèque Nationale

Le public de la D.G.A.B.D. est généralement accueilli au premier étage, au-dessus des Archives, dans une vaste pièce à l'ancienne mode et très agréable : de forme ovale, elle s'ouvre sur l'Estuaire par une douzaine de larges baies vitrées. Les étagères en libre-accès placées en-dessous, offrent une collection d'ouvrages de référence, ainsi que les derniers numéros reçus des périodiques ; ceux-ci continuent sur un présentoir double-face, au milieu de la pièce et toujours rangés suivant le système Dewey.

Les numéros plus anciens et les collections de la Bibliothèque sont, au contraire, rangés en magasins climatisés et inaccessibles au public. Les cotes sont indiquées sur les fiches des trois catalogues manuels, près de l'entrée (auteurs-titres d'anonymes, mots matières et géographique).

Bien que la Bibliothèque soit attachée à la Direction des Archives dès 1969, puis institutionnalisée lieu de dépôt légal en 1971, elle ne fonctionne pas vraiment avant 1978 et l'arrivée de M. Amoughe M'Ba - un historien titulaire du Diplôme Supérieur de Bibliothécaire (D.S.B., délivré à l'E.N.S.B., à Lyon) qui passa ensuite une année à Paris, notamment à la Bibliothèque Nationale comme conservateur associé.

Pendant ses deux premières années à la D.G.A.B.D., le conservateur ne peut compter sur aucun adjoint, alors qu'il doit imposer l'idée même, d'une bibliothèque nationale. En 1979 il suggère, par exemple, d'élargir l'obligation du dépôt légal aux titres d'ouvrages et de périodiques importés (nouvelle obligation que le représentant d'Hachette à Libreville n'apprécie guère). Puis il lance des invitations auprès de nombreuses personnalités gabonaises et étrangères, afin de leur faire visiter la D.G.A.B.D., de leur montrer qu'elles peuvent faire confiance à des spécialistes et comment utiliser une source nationale d'information.

Les résultats de cette politique d'ouverture sont déjà

sensibles : augmentation du budget, accroissement du personnel multiplication du nombre de lecteurs, arrivées de dons, coopération inter-bibliothèques, mise en place d'une formation professionnelle et représentation du Gabon au niveau international. Mais voyons après quelques chiffres, le détail de ces résultats encourageants.

- tableau 3 : le Département de la Bibliothèque Nationale

années	budget		livres	périodiques			pers.	
	F CFA	FF		tot.	cour.	ab.	n	d
1979	7 000 000	140 000	3 000	350	300	300	2	1
1981	10 000 000	200 000	10 000	2000	1500	500	4	2

- tableau 4 : les statistiques de lecteurs à la D.G.A.B.D.

1971 : 34	1976 : 66	lecteurs (%)	1978	1981
1972 : 52	1977 : 85	estimation		
1973 : 110	1978 : 256	étudiants	34	62
1974 : 75	1979 : 506	enseignants		13
1975 : 98	1980 : 1182	fonctionnaires	38	25
1981 : 1862		autres	28	

- Les arrivées de dons se font, soit de manière régulière par le biais d'ambassades et d'agences des Nations-Unies, soit de manière ponctuelle, quand il s'agit de dons privés : celui du Dr. Edmond Duboze en 1981, par exemple, comportait une vingtaine de thèses de médecine, et celui de M. André Mary en 1982, consistait en un exemplaire de sa thèse M'epanga m'eboga, accompagné du double de son exceptionnelle collection de diapositives (prises entre 1979 et 1981), sur le Bwiti, un culte syncrétique fang.

La D.G.A.B.D. s'efforce en effet, de rassembler tous les travaux scientifiques soutenus par des ressortissants gabonais, dans leur pays ou à l'extérieur, et par d'autres personnes, dans la mesure où elles se sont intéressées à l'Afrique et en particulier, au Gabon.

- La coopération inter-bibliothèques a été inaugurée en Février 1981 ; la Bibliothèque l'a d'ailleurs stimulée, dans le but d'établir un catalogue collectif des périodiques reçus en une dizaine de points librevillois (avec états des collections et localisations). Le même type de répertoire est envisagé, en ce qui concerne les livres, avec toutefois, plus de collaborateurs, si possible.

- La mise en place d'une formation professionnelle s'élabore sérieusement depuis le mois de Mars 1982 au Gabon. Les cours des futurs archivistes, bibliothécaires et documentalistes, doivent démarrer à l'Ecole des Cadres du Parti (P.D.G.), en Octobre de la même année. [voir chap. VIII, p. 43].

- Devenue responsable au nom du Gabon de l'input des données sur l'agriculture, dans le cadre du projet AGRIS, la Bibliothèque devrait bientôt rejoindre d'autres projets internationaux comme UNISIST ou ISORID.

Cependant, on peut souligner que cette politique d'envergure n'est réalisable que grâce à l'engagement financier très important que consent la Présidence. A la Bibliothèque de disposer ensuite du budget qui lui est alloué, de telle sorte qu'elle se développe, tout en édifiant une infrastructure nationale de l'information (NATIS).

+ le Département de la Documentation Gabonaise

Le Département de la Documentation Gabonaise ne semble pas être aussi dynamique, du moins pour l'instant, que les deux précédents. En effet, les documents de toutes sortes et de toutes provenances qui y sont regroupés, ne constituent pas encore un ensemble suffisamment accessible et exploitable. Organisé en service d'exploitation de documents exclusivement primaires, et peut-être même informatisé, le Département de la Documentation Gabonaise deviendrait alors la clef de voûte d'une précieuse base de données gabonaise. Cela exige naturellement en premier lieu, la création d'un corps de documentalistes.

+ le Département des Services Techniques

Les services techniques communs aux trois départements que nous venons de voir, comprennent un atelier de reliure et d'imprimerie (avec une machine offset), un petit "labo-photo" et un bureau où sont rangées les collections de microfilms, leurs deux appareils de lecture (dont un lecteur-reproducteur), un magnétophone portatif (pour l'enregistrement des archives sonores) et un photocopieur. Tous ces équipements sont assez sophistiqués et occupent des locaux climatisés en permanence. Un personnel compétent assure leur maintenance, après avoir effectué des stages de longues durées en France, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Il ne représente tout de même pas encore un effectif suffisant, ni pour atteindre le seuil de rentabilité des appareils, ni pour assurer tous les travaux nécessaires de la D.G.A.B.D.

+ les perspectives d'avenir de la D.G.A.B.D.

Recruter un personnel compétent, est certainement un des gros problèmes qui se posent, surtout en période de récession économique. La D.G.A.B.D. a pourtant réussi jusqu'à présent, à maintenir son plan de développement (mais sans doute au détriment d'autres services de documentation) : chaque Été, elle attire des diplômés de l'EBAD et les encourage ensuite à obtenir une licence universitaire. Les membres du personnel appartiennent à la Fonction Publique et profitent de stages techniques plus ou moins longs, tous les deux ans.

Ainsi, la D.G.A.B.D. se donne petit à petit les moyens de jouer son rôle de mentor au niveau national et donc de :

- surveiller les archives sur tout le territoire,
- pré-archiver, collecter et répertorier les archives,
- former des spécialistes à plusieurs niveaux,
- dynamiser les associations professionnelles,
- inspirer les statuts corporatifs,
- superviser l'indexation et le catalogage,

- élaborer un catalogue collectif des ouvrages,
- continuer et élargir celui des périodiques,
- favoriser les échanges inter-bibliothèques,
- établir un centre de prêt,
- promouvoir un programme commun d'acquisition,
- constituer un fonds encyclopédique sur le Gabon,
- stimuler la création de bibliothèques publiques et scolaires,
- préparer une liste d'autorité,
- imprimer une bibliographie courante,
- élaborer une banque de données,
- édifier une infrastructure de l'information.

Le rôle est certes lourd et ambitieux : pour l'assumer, la D.G.A.B.D. devra naturellement poursuivre régulièrement la croissance amorcée.

En attendant, elle est affiliée à l'Association Internationale pour le Développement des Bibliothèques en Afrique (A. I.D.B.A.), au Centre Régional de Promotion du Livre en Afrique au Sud du Sahara (CREPLA), à la Fédération Internationale des Associations de Bibliothécaires (FIAB ou IFLA) et à la Fédération Internationale des Documentalistes (FID). D'autre part, quelques archivistes et les deux bibliothécaires de la D.G.A.B.D. sont également des membres dynamiques d'une association professionnelle gabonaise.

II : LES BIBLIOTHEQUES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le deuxième type de bibliothèques au Gabon en regroupe six dont le seul lien est d'être sous la tutelle théorique de la Bibliothèque Universitaire (B.U.). En réalité, elles dépendent des unités d'enseignement auxquelles elles sont rattachées car la B.U. n'a ni le personnel ni les moyens adéquats pour intervenir dans l'état actuel des choses. Leurs points communs sont malheureusement assez négatifs : locaux souvent inadaptés, peu ou pas de personnel spécifique, pas de budget autonome, accès très sélectif, accueil et orientation du lecteur inexis-

tants. Toutefois, on peut espérer qu'avec l'arrivée de jeunes formés techniquement sur place, elles auront enfin l'occasion de prendre leur essor.

De toutes les façons, elles sont de création relativement récente, puisque l'Université Nationale du Gabon (U.N.G.) elle-même, n'a ouvert ses portes qu'en 1970, grâce à la Fondation pour l'Enseignement Supérieur en Afrique Centrale (FESAC). En 1980, elle prenait le nom d'Université Omar Bongo (U.O.B.) et comptait six cents étudiants, encadrés par cent trente-cinq enseignants.

+ la Bibliothèque Universitaire

La Bibliothèque Universitaire est née en 1972 avec des dons français. Elle a emménagé quatre ans plus tard dans un angle mort du campus, un petit immeuble neuf et carré avec un étage et un patio ; de toute évidence, l'équipe d'architectes étrangers qui l'a conçu, n'a pas tenu compte ni du climat, ni des contraintes bibliothéconomiques les plus élémentaires : il n'existe pas de véritable aération naturelle, en particulier, alors que le système de climatisation est fort coûteux, irréglable et très souvent en panne. Les documents ont donc souffert d'inondations, d'infiltrations d'eau de pluie et de la chaleur humide, sans parler de l'exposition au soleil.

La partie des collections inaccessibles au public, comprend environ douze mille titres de livres et deux cents périodiques, parfois en multiples exemplaires. Il faut ajouter un millier d'ouvrages de référence, placés en libre-accès, près des fichiers et de la banque de prêt. L'ensemble des collections se divise donc en quatre sections et quatre classements différents : premièrement par ordre d'entrée à l'intérieur de quatre grandes disciplines (Sciences, Droit, Lettres et Sciences Humaines, Sciences Economiques) pour le fonds 1972-1978 ; deuxièmement, suivant un nouvel ordre d'entrée (recommencé à un, lors d'un changement de direction) réparti cette fois, entre deux formats (en-dessous puis à partir de 21 cm) ;

troisièmement, d'après le système Dewey, pour le fonds d'ouvrages de référence ; enfin quatrièmement, par ordre alphabétique des titres pour les périodiques.

En l'absence de budget propre, les acquisitions se font au gré des dons de la Présidence, d'ambassades ou de professeurs étrangers, regagnant leurs pays respectifs. D'autre part, des commandes sont établies, d'après les suggestions des enseignants, regroupées, complétées puis présentées à l'ambassade de France une fois par an. L'arrivée des paquets tardant (jusqu'à dix-huit mois de délai), il faut préparer une nouvelle liste et y inclure certaines références déjà mentionnées, parce que les professeurs s'impatientent et que personne ne peut deviner quels titres seront effectivement acheminés ; en Lettres et Sciences Humaines, par exemple, on peut compter sur environ un huitième de ce qui a été demandé.

Toujours en l'absence de budget propre, il avait fallu interrompre les abonnements de périodiques, entre 1976 et 1981. Ces contraintes financières et géographiques ne facilitent ni le public universitaire, ni la tâche du personnel de la B.U., on s'en doute.

Le personnel technique et scientifique de la B.U., se compose en 1982, d'un relieur expérimenté, de neuf aides-bibliothécaires formés sur le tas et d'un directeur gabonais, ainsi que de trois étrangères qualifiées. Ne bénéficiant d'aucun statut ni de possibilité de formation ou de promotion, les jeunes aides-bibliothécaires se sont à plusieurs reprises découragés et succédés. Si leur apprentissage peut être assuré à Libreville, la situation devrait évoluer de manière réciproquement avantageuse, et pour le service, et pour le personnel qui se stabiliserait un peu.

Pendant l'année universitaire 1977-1978, Mme Olenka Darksowska-Nidzgorska avait été en outre détachée à la B.U., pour y monter un centre de documentation africaine. Elle a publié : Connaissance du Gabon, guide bibliographique en Mars 1978 mais son travail et les documents qu'elle avait réunis, ont été abandonnés après son départ.

Le même sort a d'ailleurs été réservé, faute de moyens pour la traiter, à une importante collection de journaux offerte en 1981, par un professeur de Mathématiques.

Parallèlement aux pénuries de personnel et de crédits, on constate qu'une incompréhension totale règne entre l'Université et le directeur de la B.U. Ce dernier n'est pas même intégré au cadre universitaire. Ainsi isolé vis à vis de l'administration et des enseignants, il l'est aussi face à son personnel et ne s'intéresse guère à l'association professionnelle gabonaise qui débute.

Devant cet état de fait, les doyens et les chefs de départements ont créé sur le campus même, leur propre documentation ; celle réunie au département de Mathématiques, par exemple, est fort bien organisée. Seulement, ces petites unités de documentation ne peuvent à la fois satisfaire les besoins des étudiants et ceux de la recherche, ne suivent aucune politique concertée d'acquisition ou d'abonnement et n'établissent pas de fichier, en général. L'étudiant (voire l'enseignant), ne sachant pas exactement où trouver ce dont il a besoin, s'adresse de plus en plus directement à la Bibliothèque Nationale du Gabon, où il est au moins accueilli et orienté dans ses recherches.

En dehors des bibliothèques du campus principal - qui regroupe le Rectorat et tous les services communs, la Faculté de Droit et Sciences Economiques, celle de Sciences et celle des Lettres et Sciences Humaines, ainsi que l'école d'ingénieurs (ENSIL) et l'institut de gestion (I.N.G.) - il y en a cinq, rattachées à des écoles ou instituts universitaires, plus ou moins éloignés.

+ l'E.N.S.G.

C'est l'Ecole Normale Supérieure du Gabon qui est la plus proche du campus, quoique à l'écart des voies de communication principales. Les nouveaux locaux ont été terminés en 1977 et la bibliothèque occupe une surface de 100 m environ, accolée à

l'auditorium. Une première salle est divisée en deux parties avec d'un côté vingt-quatre places de travail, de l'autre, les rayonnages et les fichiers. A travers une baie vitrée, on aperçoit le bureau du bibliothécaire.

De 1974 à 1978, un bibliothécaire canadien organise les collections en libre-accès, suivant le système Dewey et reçoit une trentaine de périodiques en abonnement. Au début, il dispose de crédits gabonais ou canadiens importants et accepte des lots d'ouvrages de pédagogie en don. Mais en 1978, une commande impayée de deux centaines de livres reste bloquée chez le fournisseur et les abonnements ne peuvent être reconduits.

De 1979 à 1981, il est remplacé par une bibliothécaire à mi-temps qui n'obtient que des journaux donnés par trois ambassades, l'attribution de manuels scolaires "specimen" par la Librairie Nouvelle, deux crédits pour l'acquisition d'une trentaine d'ouvrages chacun, ainsi que trois dons de professeurs (environ deux cents livres américains, une cinquantaine de titres en pédagogie).

Aujourd'hui, il n'y a donc plus de professionnel et les documents intéressants disparaissent. La direction ne semble guère s'émouvoir de la situation dont souffre toute l'Ecole. Les enseignants possèdent bien en général leur propre documentation mais cela n'aide pas beaucoup les étudiants.

Ces derniers n'ont pas tous choisi de devenir professeurs de collège : certains y ont été "orientés" mais préféreraient préparer une licence en trois ans, au lieu d'obtenir un diplôme non reconnu au bout de quatre ; d'autres suivent les filières de deux ans qui permettent soit aux anciens instituteurs, soit aux conseillers, de devenir conseillers ou inspecteurs de l'enseignement primaire.

L'E.N.S.G. dépend donc des enseignements primaire, secondaire et supérieur, c'est à dire de deux ministères. Mais en aval, elle manque d'effectifs, aussi a-t-il été projeté de regrouper les enseignements communs à l'U.O.B. et à l'Ecole. Déjà, celle-ci n'a plus de section scientifique et prête ses locaux à plusieurs professeurs de l'Université.

+ l'E.N.M.

L'Ecole Nationale de la Magistrature connaît moins de problèmes de recrutement, malgré là aussi, une double tutelle - celle de l'enseignement supérieur, par l'intermédiaire de la Faculté de Droit et Sciences Economiques, plus celle du Ministère de la Justice - ce qui explique les deux origines de son corps enseignant. L'E.N.M. est un peu éloignée du campus mais se cache en plein centre ville, derrière l'ancien Palais de Justice. Jusqu'en 1978, sa bibliothèque était installée dans une salle de classe et a perdu cinq cents livres en huit ans ; aujourd'hui, elle compte deux mille cinq cents ouvrages, dix périodiques en abonnement mais pas de bibliothécaire.

+ le CUSS

On doit cette fois quitter Libreville et prendre la route d'Owendo, vers le Sud, pour se rendre au Centre Universitaire des Sciences de la Santé qui abrite la Faculté de Médecine, un laboratoire d'analyses, l'Institut de Pharmacopée et de Médecine Traditionnelles (IPHAMETRA) et dont dépend une maternité, voisine d'un hôpital pédiatrique moderne. En Janvier 1976, on pouvait voir une douzaine de titres d'ouvrages en multiples exemplaires, dans une salle à peine meublée, qui devait devenir la bibliothèque. Celle-ci est organisée entre les mois de Mars 1978 et de Juin 1979 par une bibliothécaire à mi-temps. Malheureusement, elle a dû laisser un millier d'ouvrages indexés et une trentaine de périodiques courants, entre les mains d'un jeune assistant qu'elle avait formé mais qui a été ensuite placé sous les ordres successifs de deux personnes fort peu consciencieuses.

+ l'ENA

L'Ecole Nationale d'Administration est installée à Melen, au km onze de la seule route d'accès vers l'intérieur du pays

à partir de la capitale. Son isolement tient à la distance qui pose des problèmes de communication, et au fait que ses seuls voisins soient un poste de gendarmerie, l'Hôpital Provincial et l'Ecole Nationale des Arts et Manufacture (ENAM). Jusqu'en Décembre 1980, la bibliothèque de l'ENA consistait en une salle d'environ 100 m², pleine de poussière et de piles de documents difficilement accessibles. Mais depuis son arrivée, Melle Agnès Hugues - diplômée de l'Institut National des Techniques de Documentation (I.N.T.D.) - a catalogué et rangé les livres, pris des abonnements et suscité des dons, établi des dossiers de presse et aménagé la lecture sur place ainsi que le prêt à domicile. Une étroite collaboration s'est instaurée entre la bibliothèque et son public, entre sa responsable et l'association professionnelle gabonaise.

+ l'INEF

L'Institut National des Etudes Forestières est le plus éloigné (une vingtaine de km) et le plus autarcique (les logements sont sur place) des différents établissements que nous venons de voir. En effet, il domine la plage du Cap Estérias, au Nord de Libreville, tout au bout d'une méchante route à péage fréquentée le Dimanche. La bibliothèque de l'INEF possède une quarantaine de périodiques et huit mille livres, cotés de manière originale et enfermés dans des armoires dont le secrétariat général a les clefs. Les conditions d'accès ne semblent pas favoriser les exigences des études ni les besoins en distraction des résidants.

+ les perspectives d'avenir des bibliothèques de l'enseignement supérieur

De toute évidence, le Gabon appuie le développement de son enseignement supérieur en diversifiant ses filières et en attribuant une bourse à tout étudiant bachelier qui aura été orienté vers l'une d'elles. Malheureusement, on n'a pas encore adapté la documentation nécessaire à la formation. Parallèle-

ment, la méthodologie de la recherche ne fait pas encore non plus partie des priorités de cette formation, si bien qu'il en résulte une sous-exploitation des ressources documentaires, mêmes imparfaites, qui existent déjà et une méconnaissance de la bibliographie en général. Ceci est flagrant dans la plupart des mémoires de licence que les étudiants en Lettres et Sciences Humaines doivent soutenir depuis 1978.

Puisqu'il s'avère que la majorité des étudiants arrivant en première année ne sait pas ce qu'est une bibliothèque, les professeurs et les bibliothécaires devraient mettre l'accent sur la recherche documentaire et démontrer l'utilité de la bibliothèque en tant qu'instrument de travail. Cette présentation méthodique exige qu'au préalable, un réel esprit de coopération remplace l'actuelle sorte de méfiance sous-jacente. Ainsi, les bibliothécaires se rapprocheraient des besoins du public, tandis que les enseignants seraient amenés à libéraliser l'accès au document.

Cela exige ensuite des moyens financiers et humains naturellement plus importants et mieux répartis. Enfin, il est à souhaiter que les bibliothèques de l'enseignement supérieur s'intègrent elles aussi au système national d'information (NATIS) dès son élaboration.

III : LES AUTRES BIBLIOTHEQUES D'ECOLLES

Les étudiants en première année d'enseignement supérieur seraient sans doute avantagés si les bibliothèques existaient déjà dans les classes précédentes. Seulement, le système d'éducation français n'en prévoyait pas et le Gabon a hérité à son tour cette lacune.

On en connaît toutefois trois exceptions dans le secondaire. Puis nous verrons trois écoles assurant une formation technique spécialisée et qui ont une bibliothèque chacune. Pas une de ces six unités de documentation n'a de personnel spécifique et leur accès est réservé.

C'est à Moanda, dans un établissement secondaire d'enseignement libre, que s'ouvre exceptionnellement une bibliothèque en 1966 ; il en naît une également dans le même type d'école, à Bitam en 1971. Toutes deux ont un fichier d'auteurs, des romans et des collections documentaires d'intérêt général.

Rappelons aussi que le Lycée Léon M'Ba à Libreville est doté d'un budget et d'équipements prestigieux, dont un bureau d'information et de documentation.

On peut dire qu'en somme, dans l'enseignement primaire et secondaire au Gabon, tout est à faire en ce qui concerne le réseau des bibliothèques scolaires. Cependant, il n'est sans doute pas nécessaire que son infrastructure soit lourde dès le départ ; au contraire, elle pourrait facilement rayonner à partir des capitales provinciales, sous forme de dépôts renouvelés régulièrement. La présence à proximité de livres instructifs autant que distrayants, permettrait alors aux enseignants d'être un peu moins didactiques et aux élèves d'avoir une approche personnelle de la lecture.

Voyons à présent deux écoles d'enseignement spécialisé et recrutant au niveau de la classe de troisième, puis un dernier établissement d'enseignement où l'on trouve une bibliothèque et qui s'adresse par contre, à des bacheliers.

+ l'ENSAS

La première des deux écoles spécialisées est l'Ecole Nationale de la Santé et de l'Aide Sociale qui se situe dans l'enceinte de l'Hôpital Général, au coeur de Libreville. Elle possède une bibliothèque modeste dont doivent s'occuper les élèves à tour de rôle, sous la conduite d'une enseignante. Le procédé est astucieux qui permet à chacun de s'initier à la documentation ; mais l'absence de personnel spécifique et permanent, freine peut-être à long terme, le développement d'un fonds particulier.

+ l'I.A.I.

La deuxième école spécialisée forme des programmeurs et éventuellement des analystes : l'Institut Africain d'Informatique. Il est installé dans un quartier excentrique de la capitale depuis 1971 et émane de l'Organisation Commune Africaine (OCAM). Sa bibliothèque est assez à l'étroit mais comprend six cent cinquante livres, une centaine de périodiques courants et douze places de travail. Un bibliothécaire y serait certainement le bienvenu, dans la mesure où il maîtriserait suffisamment l'anglais pour gérer une littérature de pointe en grande partie anglo-saxonne.

+ l'Ecole des Cadres du Parti (P.D.G.)

Bien qu'elle s'élève derrière la Maison du Parti Démocratique Gabonais, l'Ecole des Cadres ne recrute pas nécessairement des militants mais plutôt des élèves ayant le baccalauréat ou à défaut, ayant réussi un concours d'entrée équivalent. La majorité d'entre eux suivent actuellement les cours sur les carrières de l'information en vue de devenir des journalistes. Ces cours sont assurés par des vacataires de niveau universitaire ou professionnel. Malheureusement la bibliothèque ne possède guère plus du tiers des quelques cinq cents documents achetés au départ. Enfin depuis que la D.G.A.B.D. programme un enseignement des techniques documentaires [voir chap. VIII, p. 43] elle prévoit de constituer en même temps un fonds d'ouvrages de référence, au bénéfice des étudiants et des professionnels de la place.

Entre les bibliothèques de l'ENSAS, de l'I.A.I. ou de l'Ecole des Cadres, c'est semble-t-il la dernière qui est appelée à se développer dans un proche avenir. Il reste à souhaiter qu'elle puisse réellement servir de modèle et que cela rejaillisse sur d'autres unités de documentation à long terme dans l'ensemble du pays.

IV : LES BIBLIOTHEQUES DES CENTRES DE RECHERCHE

Le Gabon peut s'enorgueillir à juste titre d'accueillir des spécialistes de réputation mondiale à l'IRET et au C.I.R.M. F. Mais parmi les huit centres de recherche recensés dans le pays, la plupart ont été créés en tant que filiales d'établissements scientifiques étrangers, avec lesquels ils maintiennent des liens privilégiés, au détriment sans doute, d'une meilleure coordination nationale.

+ le CENAREST

Le Centre National de la Recherche Scientifique et Technique supervise six centres de recherche implantés au Gabon ; néanmoins, lui-même et quatre de ces instituts ne possèdent qu'une maigre documentation, souvent peu accessible et qu'il est difficile de considérer comme une bibliothèque à part entière.

C'est notamment le cas à l'Institut de Recherches Technologiques (I.R.T.), à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (I.R.S.H.) et à l'Institut de Pharmacopée et de Médecine Traditionnelles (IPHAMETRA).

C'est un peu différent en ce qui concerne l'Institut de Recherche en Ecologie Tropicale (IRET) car ses travaux sont en fait publiés par le Museum d'Histoire Naturelle à Paris : la Flore du Gabon en est d'ailleurs l'exemple le plus connu voir Appendice 2 . Rappelons pour mémoire que l'IRET s'est fixé en 1963 à Makokou (à 600 km à l'Est de Libreville), a publié Biologica Gabonica jusqu'en 1972 et a rejoint le CENAREST en 1978. Le thème actuel de ses recherches s'oriente vers la comparaison entre les milieux guyannais et gabonais.

Enfin, c'est à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer (ORSTOM) et à l'Institut de Recherche Agronomique et Forestière (IRAF), que l'on trouve une bibliothèque ; chacune comprend un millier de documents environ ainsi

qu'une vingtaine de périodiques spécialisés (IRAF) ou la collection des travaux de l'ORSTOM. Ces deux bibliothèques n'ont ni personnel spécifique, ni l'air d'en pâtir : d'une part, parce qu'après avoir été à l'origine du Musée [voir chap. V, p. 35], l'ORSTOM a perdu quelques uns de ses éléments les plus dynamiques ; d'autre part, parce que le Centre Technique Forestier Tropical (C.T.F.T. de Nogent/Seine, en France, dont l'IRAF a été issu en 1958), envoie toujours ses fiches analytiques de dépouillement, alors que l'IRAF est devenu gabonais en 1977.

Afin de jouer pleinement son rôle de promoteur de la recherche au Gabon, le CENAREST envisage d'emménager dans de nouveaux locaux et de monter un véritable fonds de documentation avec l'aide de professionnels. Malheureusement, le projet ne progresse pas beaucoup : les bibliothèques de recherche qui existent traversent donc une phase stationnaire peu favorable à l'implantation d'un réseau de diffusion de l'information scientifique au Gabon.

+ le C.I.R.M.F.

La situation est toute différente au Centre International de Recherche Médicale de Franceville, ouvert en Décembre 1979 dans la capitale de la Province du Haut-Ogooué, c'est à dire à 800 km au Sud-Est de Libreville. En Avril 1982, le C.I.R.M.F. comptait cent cinquante-neuf Gabonais, Français, Américains, Anglais et Zaïrois, dont dix médecins, cliniciens ou biologistes, un pharmacien-biologiste, trois vétérinaires, quatre scientifiques, seize techniciens de laboratoire, trois sages-femmes et un ingénieur-documentaliste, qui composent une équipe de trente-huit personnes intéressées à la physiologie de la reproduction ou à l'incidence de la pathologie tropicale sur la reproduction (mais le thème exact des recherches ne peut être divulgué). On aura remarqué que l'ingénieur-documentaliste fait partie intégrante de cette équipe de recherche.

En effet, l'isolement géographique ne devait pas constituer une barrière entre les chercheurs en mission au Centre et leurs collègues dans le reste du monde, si bien que dès 1977, M. Gérard Béville était chargé de mettre sur pied une unité de documentation. Aujourd'hui, il est aidé dans sa tâche par une assistante et un technicien en microfilmage qu'il a formés, alors qu'on lui alloue 5 000 000 F CFA (100 000 FF) répartis comme suit :

- 3 000 000 F pour les abonnements,
- 1 500 000 F pour les ouvrages spécialisés,
- 500 000 F pour le microfilmage et l'interrogation de bases de données.

En Février 1982, on dénombrait déjà sept cents ouvrages spécialisés, cent dix périodiques en abonnement et la littérature secondaire nécessaire (Bibliography of Reproduction, Cumulated Index Medicus, Current Contents, Current Primate References, Tropical Diseases Bulletin ...). Les thèses américaines et les livres épuisés sont naturellement sous microforme, tandis que le traitement des périodiques s'effectue en deux temps : dépouillement systématique, puis mise en mémoire des articles qui intéressent le Centre. Pour la mise en mémoire, on utilise les mots-clés du thésaurus MeSH de la National Library of Medicine (N.L.M.), quant aux articles, ils proviennent des périodiques reçus, de tirés à part demandés et de reproductions commandées en France (CNRS) ou en Grande-Bretagne (BLLD).

L'actuel fichier auteur est traditionnel mais le catalogue matières se présente sous forme de cartes mécanographiques lues sur trieuse électronique ; on prévoit de faire passer les deux catalogues sur disquettes pour Apple II ; celui-ci assurerait en même temps la gestion des périodiques. En attendant, la connexion au système américain DIALOG (interrogeable par télex) permet non seulement l'accès à toute la littérature mondiale susceptible de répondre aux besoins du Centre (le serveur DIALOG est en effet le premier dans le domaine bio-médical) mais aussi de "commander des documents en ligne, ce qui simplifie les modalités d'acquisition des documents primaires".

M. Béville collabore étroitement avec les chercheurs du Centre ; en outre, il procède à des échanges avec le CUSS de Libreville voir p. 23 ou avec d'autres chercheurs travaillant dans le même domaine, en particulier en France et au Cameroun. En raison de la distance qui sépare Franceville de la capitale, il ne peut assister aux réunions de l'association professionnelle gabonaise, cependant, il entretient d'excellents rapports avec M. Amoughe M'Ba [voir p. 14] et pourrait être chargé de la section "documentaliste" à l'Ecole des Cadres du Parti (P.D.G.) [voir chap. VIII, p.43].

La liste des publications et communications des chercheurs du C.I.R.M.F. [voir Appendice 3] prouve, s'il en était besoin, la vitalité d'un centre au sein duquel l'unité de documentation constitue un pôle extrêmement performant, grâce à des crédits confortables, certes, mais encore judicieusement gérés. Le choix de la micrographie comme support, par exemple, a été étudié compte-tenu des locaux, de l'éloignement et des possibilités de reproduction à moindre coût. Aujourd'hui, l'unité de documentation se trouve donc nantie :

- d'un laboratoire de fabrication de films (35 et 16 mm),
- d'une unité de montage en jackets,
- d'une unité de duplication des documents originaux,
- de lecteurs bi-objectifs répartis entre la salle de documentation et les laboratoires,
- de deux lecteurs-reproducteurs.

Quant à "l'implantation de TYMNET en Afrique de l'Est, elle permettra peut-être dans un avenir proche, de réaliser les connexions par terminal, le télex restant un moyen de communication assez lent pour dialoguer avec les bases de données" conclue M. Béville avec optimisme.

Quoique réalisation très ponctuelle, lancée par une compagnie pétrolière installée au Gabon, le C.I.R.M.F. a le mérite d'exister et d'offrir l'exemple d'une unité de documentation remarquable.

V : LES BIBLIOTHEQUES DE LECTURE PUBLIQUE

Il est plus difficile d'être aussi optimiste en ce qui concerne les bibliothèques de lecture publique au Gabon car, bien que le vœu en ait été exprimé officiellement à plusieurs reprises, elles n'existent pas encore.

De 1968 à 1975, l'expérience des "cases d'écoute" a été promue par l'Education Populaire, dans les quartiers ouvriers de Libreville et Port-Gentil, afin de permettre à leurs habitants de se retrouver pour regarder la télévision ou lire et emprunter des romans policiers, d'aventures et d'amour en livres, bandes dessinées ou photos. En 1970, on voyait huit cases d'écoute (en réalité des maisonnettes très rudimentaires mais construites en béton) à Libreville et cinq à Port-Gentil. Elles furent progressivement abandonnées par la suite, l'expérience éducative se heurtant à un manque de ressources et de compréhension.

En Mai 1982, l'association professionnelle gabonaise des archivistes, bibliothécaires et documentalistes, s'est donné pour objectif : "la lecture pour tous en l'an 2 000" et a préparé une grande enquête dans le pays, sur le livre et la lecture. Le rapport devrait permettre de sensibiliser le public et les autorités, afin de créer une commission nationale sur la lecture. Cette commission serait alors chargée de mettre sur pied une infrastructure cohérente de l'information, de la lecture et des bibliothèques, puis d'en donner la responsabilité à une direction des bibliothèques et de la lecture.

Ce beau projet se réalisera-t-il ? Les membres de l'association le préparent sérieusement et, comme dit le proverbe : "Les oiseaux qui s'envolent ensemble le matin, s'y sont préparés la veille." En attendant, ce sont celles des centres culturels étrangers qui jouent le rôle de bibliothèques de lecture publique [voir chap. VII, p. 37, 38 et 39].

VI : AUTRES BIBLIOTHEQUES

Par "autres bibliothèques", nous entendons celles que l'on trouve dans les ministères ou dans les organismes publics et para-publics. Leur accès est en général sélectif, leur organisation assez loin des priorités, pour le moment.

En dehors de quelques collections "personnelles", c'est au sein du Ministère de l'Information, des Mines et du Plan qu'on notera la présence de bibliothèque.

+ Ministère de l'Information

En 1974, le Centre Gabonais d'Information totalisait une quinzaine d'années d'existence, dix mille ouvrages et quatre-vingts périodiques en abonnement. Depuis, les collections ont déménagé plusieurs fois, avant d'être séparées en deux parties chacune éloignée et de l'autre et du Ministère de l'Information : elles sont pratiquement inutilisables. Leur responsable distribue d'ailleurs généreusement les nouvelles publications du Ministère.

+ Ministère des Mines

Par contre, la bibliothèque du Service Géologique, au Ministère des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, a été montée par un ancien prospecteur qui a classé les premiers dossiers non sans logique. Pour la développer, Melle Nganga vient d'arriver, en tant que documentaliste récemment diplômée.

+ Ministère du Plan

Malheureusement, la croissance de la bibliothèque du Ministère du Plan est actuellement stoppée, puisque le projet des Nations Unies qui la finançait, n'a pas été reconduit au-delà d'Avril 1982. Pendant les trois années précédentes, Mme Nicole M'Bo Edou avait pourtant pu réunir deux mille trois cents livres, vingt-quatre périodiques gratuits et une dizaine en abon-

nement qui, une fois indexés, se retrouvaient sur des rayonnages en bois dans une pièce agréable avec deux tables rondes pour quatre ou six lecteurs. Apparemment, ces derniers étaient de plus en plus nombreux à apprécier la valeur des collections et leur accessibilité. Il serait donc souhaitable que la responsable puisse poursuivre son travail ; elle est d'ores et déjà un membre actif de l'association professionnelle gabonaise.

Après les trois bibliothèques que nous venons de voir, nous nous tournerons vers celles de sept organismes publics ou para-publics dont deux seulement ont à leur tête, des professionnelles remarquables, quoique souffrant d'un certain isolement, comme la plupart de leurs collègues.

+ la Cour Suprême

La Cour Suprême a quitté le centre ville pour se fixer au bord de l'autoroute de contournement, dans des locaux neufs et plus vastes. La bibliothèque n'en profite pas réellement et il devient urgent de recruter un bibliothécaire ainsi qu'un archiviste ou quelqu'un ayant des notions de pré-archivage, semble-t-il.

+ l'I.P.N.

Il en va de même à l'Institut Pédagogique National dont la bibliothèque recevait gratuitement les publications de l'UNESCO en sus des collections de livres, qui se montaient à environ trois mille cinq cents titres, avant leur abandon en 1978. Plusieurs départements ont réuni leur propre documentation mais leurs ressources sont maigres. Signalons tout de même la création d'une série de fascicules multigraphiés, élaborés par Melle Nicole Girardin, pour servir les professeurs de l'enseignement secondaire en sciences naturelles, spécifiquement au Gabon. Néanmoins, l'I.P.N. a dû interrompre les Réalités Gabonaises au numéro 38, en 1977.

+ le Musée

On pourra également s'attrister sur le sort de la bibliothèque du Musée des Arts et Traditions du Gabon, car elle a disparu depuis qu'il a été transféré dans un local exigu.

Le premier Musée, né en 1963, s'était ensuite considérablement enrichi par le legs de Mme Mario Hill Preminger, qui avait longtemps vécu au Gabon. Si bien qu'en 1967, MM. Herbert Pepper, Pierre Sallée et Louis Perrois, de l'ORSTOM, avaient exposé six cent cinquante objets dans une maison de style colonial, où avaient également été aménagés une réserve (avec quatre cents autres objets), deux petits laboratoires (un de photo et un de restauration) ainsi qu'une bibliothèque.

Avant 1977, cette bibliothèque contenait cinq cents livres, trente collections de périodiques, cinquante rapports de l'ORSTOM, cinquante cartes du Gabon, quelques thèses, les archives du Musée et un millier de documents sonores de toutes sortes (musique, contes, chants), enregistrés sur bandes magnétiques, étudiés et traduits en français. Depuis 1977, tout ce que contenait la bibliothèque est entassé avec les objets de la réserve et le matériel des laboratoires, dans un petit réduit qui subit régulièrement des infiltrations d'eau de pluie dévastatrices.

+ la R.T.G.

La Radio-Télévision-Gabonaise est plus favorisée : non seulement sa bibliothèque possède trois mille livres, quatre-vingts périodiques, vingt-deux mille disques, trois cents bandes, cent films et de nombreux dossiers de presse, mais elle est encore gérée par Mme Eyang, une professionnelle qui indexe chaque entrée selon son pays, son sujet et son origine, quelque soit son support ; elle contrôle également les fichiers des autres départements. Si chaque Province venait à avoir sa propre station de radio-télévision, il faudrait envisager de les doter d'un centre de documentation et de personnel qualifié.

+ l'OCTRA

Du Centre d'Analyses et de Recherches Documentaires pour l'Afrique Noire (CARDAN), à Paris, Mme Françoise M'Bot est venue au Gabon travailler à la B.U. Depuis 1976, elle s'en va à Owendo et y dirige l'unité de documentation de l'Office du Chemin de fer Transgabonais, qui publie la revue trimestrielle Futurail. Mme M'Bot a été l'une des premières à rejoindre l'association professionnelle gabonaise, où sa compétence est appréciée, notamment en ce qui concerne l'élaboration du programme de formation et le projet : "la lecture pour tous en l'an 2 000".

+ la S.E.E.G.

C'est au Département des Relations Publiques de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon, que l'on trouve une petite section de documentation. Elle comprend les fascicules de statistiques annuelles de la Société et des dossiers plus ou moins techniques, enrichis de "reportages" photographiques et destinés généralement à être exploités par l'équipe de rédaction de la revue Electrons. Depuis quelques numéros, deux des dernières pages de cette revue sont occupées par un article illustré sur "la faune et la flore du Gabon" par Melle Girardin ; ce détail tenderait à prouver que même l'I.P.N. et la S.E.E.G. peuvent coopérer.

+ la Chambre de Commerce

Par contre, toute collaboration semble a priori compromise avec la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Gabon, installée à Libreville dès 1938. En effet, l'accès à sa bibliothèque est pratiquement réservé à la secrétaire du directeur : elle y analyse de temps en temps pour le Bulletin, les articles intéressants le Gabon, parmi une centaine de périodiques reçus en abonnement ou en échange avec des chambres de commerce étrangères.

Malgré le manque de bibliothèques, l'isolement de celles qui ont été inventoriées et la carence de leurs moyens, le côté positif existe et permet de croire que peu à peu, celles des ministères ou de organismes publics et para-publics, progresseront en nombre et par la qualité des services rendus. En attendant, on se souviendra qu'au niveau gabonais, la responsabilité du projet AGRIS [voir p. 16] n'a pas été confiée au Ministère de l'Agriculture, mais à la Bibliothèque Nationale du Gabon qui semble d'ailleurs prendre très au sérieux son rôle de mentor, en accord avec l'association professionnelle.

VII : LES BIBLIOTHEQUES ETRANGERES

Parmi les six bibliothèques subventionnées par des organismes étrangers, il faudrait en distinguer deux qui dépendent de centres culturels et qui ont une vocation de lecture publique. Les quatre autres se rattachent plutôt au domaine propre à leur établissement. Néanmoins, elles seront présentées de préférence, selon leur nationalité respective.

+ France

Des quatre bibliothèques "françaises" fixées à Libreville une seule est dirigée par une bibliothécaire-documentaliste. Il s'agit de Melle Annie Merlet qui est venue au Gabon prendre en main la bibliothèque du Centre Culturel Français Saint Exupéry. "Saint Ex" comme on l'appelle familièrement, est installé depuis 1960 à quelques pas du coeur de la capitale ; il comprend une salle de théâtre ou de cinéma, un hall d'expositions temporaires et la bibliothèque dont la section enfantine est la seule à s'adresser à tous les jeunes Librevillois qui le désirent. Leur inscription est gratuite, tout comme à la section pour adultes, dont la moitié des lecteurs est gabonaise. Un grand nombre d'entre eux vient étudier dans une petite salle aménagée en "documentation gabonaise" qui contient notamment plusieurs collections complétées de journaux coloniaux français. La res-

ponsable prépare chaque mois un article pour Le Courrier de Saint Ex et réunit actuellement les références nécessaires à une bibliographie du Gabon ; elle n'a pas participé cependant, au catalogue collectif des périodiques, bien qu'un rapprochement avec la D.G.A.B.D. ne soit pas exclu.

Quant aux trois autres bibliothèques, elles émanent des organismes publics ou semi-publics français qui ont passé un accord avec le Gouvernement gabonais pour exercer également sur son territoire.

Le Laboratoire des Bâtiments et des Travaux Publics, par exemple, existe à Libreville depuis 1958 et s'est associé avec le Ministère des Travaux Publics en 1966. Sa bibliothèque est en fait un dépôt d'archives, où les dossiers techniques sont rangés chronologiquement, mais pratiquement inaccessibles en raison du manque de personnel pour les traiter et de l'étroitesse des lieux.

Pour des raisons différentes, l'accès aux rapports du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.) n'est pas facile non plus. En effet, bien que la liste de leurs auteurs soit informatisée depuis 1960 et que le directeur s'occupe personnellement de la bibliothèque, nombre de ces rapports sont incommunicables lorsqu'ils concernent les sites miniers gabonais ; d'autres constituent en revanche, un inventaire des ressources en eau potable, élaboré village par village, à la demande du Gouvernement. Le B.R.G.M. a commencé dès 1959 à faire de la prospection et de la recherche de base au Gabon ; il y détient aussi des actions de compagnies minières.

Enfin, d'après l'accord de coopération signé avec le Gabon, l'Institut Géographique National (I.G.N.) est chargé de dresser la carte de base du territoire gabonais au 1/200 000e. A la bibliothèque de l'I.G.N., on retrouve donc des photographies aériennes et leur tableau d'assemblage.

Le Laboratoire National de Cartographie, au Ministère du Plan, assume toutefois l'édition de l'Atlas du Gabon. Ses différents auteurs complètent peu à peu les trois exemplaires connus à la Présidence, à la D.G.A.B.D. et au Centre Culturel Français. Il paraît pourtant inutile que deux services photographient et omettent les mêmes régions ; aussi faudrait-il coordonner les prises de vues et instituer une cartothèque.

+ Etats-Unis d'Amérique

Le Centre Culturel Américain (USIS) se loge dans une petite villa accueillante. Sa bibliothèque se divise en deux sections : d'une part tout ce qui est Sciences Humaines, périodiques et disques ; de l'autre, économie, sciences et techniques. Seuls 35% des lecteurs sont gabonais alors que plus de la moitié des documents sont en français, les inscriptions gratuites et que les professeurs d'anglais de la capitale, peuvent emprunter des films pour animer leurs cours.

+ Nations Unies

La bibliothèque du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) se cache depuis 1974 au dos d'un bâtiment administratif gabonais. Grâce à ses huit mille ouvrages et sa centaine de périodiques, la plupart émanant de l'ONU, de nombreux étudiants et journalistes viennent s'y renseigner.

En résumé, les bibliothèques étrangères ont naturellement pour but de promouvoir une civilisation et une technologie étrangères. Mais on a parfois accusé les centres culturels de faire de la propagande, ou de masquer à la nation hôte, la nécessité de créer une infrastructure des bibliothèques. C'est méjuger la position d'un pays en plein essor qui sait qu'à long terme, il s'intégrera dans un système international de diffusion de l'information, dans la mesure où son équivalent national (NATIS) aura été élaboré.

TABLEAU 5

Légendes :

c = chapitre

unités de documentation

r = publication

1 Annales de l'U.N.G.

(2) Cahiers de l'E.N.S.G.

3 Annales de l'ENA

4 L'Elite

(5) Biologica Gabonica

6 Cahiers de l'ORSTOM

(7) Réalités Gabonaises

8 Futurail

9 Electrons

10 Bulletin

11 Courrier de Saint Ex

() r morte

personnel

1 = p. haut niveau

2 = p. moyen

3 = p. non qualifié

() p. non spécifique

t = total du personnel

g = p. gabonais

e = p. étranger

R E C A P I T U L A T I O N

- tableau 5 : les différentes unités de documentation et leur personnel au Gabon (Mai 1982, d'après les chiffres communiqués par la D.G.A.B.D. ; voir les pourcentages p. suivante)

c	unités de doc.	r	1	2	3	T	g	e
I	Archives Nat.			5		5	5	
	B. Nationale		1	1	4	6	6	
	Doc. Gabonaise			1		1	1	
II	B.U.	1	1	3	8	12	9	3
	E.N.S.G.	(2)			2	2	2	
	E.N.M.							
	CUSS			1	1	2	2	
	ENA	3	1		1	2	1	1
	INEF							
III	Moanda							
	Bitam							
	L. Léon M'Ba	4						
	ENSAS				(1)			
	I.A.I.							
	E. des Cadres							
IV	CENAREST							
	I.R.T.							
	I.R.S.H.							
	IPHANETRA							
	IRET	(5)						
	ORSTOM	6						
	IRAF							
	C.I.R.M.F.		1		2	3	2	1
VI	C.Gab.d'Info.				1	1	1	
	Min. des Mines		1		1	2	2	
	Min. du Plan			1	1	2	1	1
	Cour Suprême							
	I.P.N.	(7)			1	1	1	
	Musée							
	R.T.G.			1	?	1	1	
	OCTRA	8	1		1	2	1	1
	S.E.E.G.	9		1	1	2	1	1
	Ch. de Comm.	10						
VII	Saint Ex	11	1		3	4	3	1
	Labo. des T.P.							
	B.R.G.M.		(1)					
	I.G.N.			(1)	1	1		1
	USIS				1	1		1
	PNUD				1	1		1
TOTAL.	39	11	7	14	29	50	39	11

- tableau 6 : pourcentages des données indiquées à la page précédente (tableau 5)

	T	%	g	%
unités de documentation	39		32	82
sans pers. spécifique	21	54	17	44
avec - -	18	46	15	38
personnel spécifique	50		39	78
- de niveau 1	7	14	2	4
- - 2	14	28	10	20
- - 3	29	58	27	54

VIII : LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LE FUTUR

Au long de ce tour d'horizon, le projet de former à Libreville des archivistes, des bibliothécaires et des documentalistes gabonais, a déjà été évoqué à plusieurs reprises. Il s'agit certainement d'un côté très positif du débat instauré dans le pays en vue d'y élaborer un système national de l'information (NATIS). C'est pourtant de cerner les problèmes qui permet ensuite de leur faire face lucidement et avec les armes appropriées.

Aussi commencera-t-on par dresser un bilan négatif de la question, avant d'y chercher remède :

- le public est encore très peu touché,
- la diffusion de l'information est mal organisée,
- le personnel formé est trop isolé.

Ce bilan inclut donc les trois points qui résument, semble-t-il assez bien l'ensemble des difficultés rencontrées, pour que chacun d'eux introduise ensuite les quelques remarques que nous nous permettons de formuler.

Tout d'abord, si le Gabonais moyen n'appréhende pas en-

core l'utilité des bibliothèques, c'est peut-être tout simplement parce qu'il en ignore jusqu'à leur existence. En effet, le petit nombre de celles dont il hérite à l'époque de l'indépendance, ne se trouvait qu'à Libreville. Vingt ans plus tard, il y en a certes plus dans la capitale, tandis que dans le reste du pays, quatre-vingts pour cent de la population n'a vraisemblablement pas beaucoup de "facilités de lecture" : en raison, non seulement, de l'absence de bibliothèques, mais aussi de l'emploi exclusif d'une langue somme toute étrangère, du manque d'approche personnelle de la lecture et enfin, du coût prohibitif du livre.

Parmi les lecteurs de la D.G.A.B.D., la forte proportion d'étudiants et de fonctionnaires n'aura d'ailleurs pas étonné outre mesure. Seule une action appropriée et à l'échelle nationale pourrait, à notre avis, faire évoluer les conditions présentes ; c'est précisément l'ambition du projet : "la lecture pour tous en l'an 2 000", qu'a lancé en Mai 1982 l'association professionnelle gabonaise.

L'inorganisation dénoncée en second lieu, devrait disparaître lorsque le personnel des unités de documentation existantes se connaîtra mieux et saura utiliser tout ce qu'il a à sa disposition. C'est pourquoi, les professionnels devraient dans un premier temps, favoriser la communication inter-personnelle et l'élaboration des catalogues collectifs ; disposer ensuite, d'un réel service d'accueil du lecteur qui aiderait celui-ci à définir son profil documentaire, avant qu'il n'acquière lui-même une attitude de recherche de l'information. En se rapprochant ainsi du public, le personnel parviendra à augmenter la pertinence de ses interventions et à les intégrer dans un plan de diffusion de l'information.

Malheureusement, les ressources humaines nécessaires pour mener à bien une telle entreprise dans toute son ampleur, font actuellement défaut, comme on aura pu le constater dans les tableaux récapitulatifs 5 et 6. Mais jusqu'à présent, il était

relativement malaisé d'obtenir une bourse pour aller étudier à Dakar, sans y être envoyé par la D.G.A.B.D. (qui procurait un poste de la fonction publique au jeune diplômé et recevait un cadre moyen formé à l'EBAD). De sorte que si la formation de ces techniciens était assurée à Libreville, cela attirerait l'attention des autorités et du public, tout en suscitant de nouvelles candidatures.

C'est dans ce but que M. Amoughe M'Ba a accepté en Mars 1982, de préparer un programme de formation qui serait donnée à l'Ecole des Cadres du Parti (P.D.G.). Elle devrait commencer en Octobre 1982, avec des professeurs universitaires ou membres de l'association professionnelle gabonaise, sous la responsabilité de la Bibliothèque Nationale du Gabon. L'admission des candidats se fera soit sur présentation du diplôme de baccalauréat, soit après la réussite d'un examen d'entrée équivalent, soit sur la recommandation d'un membre de l'association qui justifie leurs quatre ans d'expérience dans le métier.

Les cours s'étaleront sur trois années consécutives, si bien que les archivistes, les bibliothécaires et les documentalistes recevront un diplôme technique du niveau de l'enseignement supérieur : cela facilitera sans doute leur insertion dans le monde du travail et en particulier, dans la fonction publique ; cela appuiera en même temps une demande de statut national de la profession.

En attendant, on se posera la question de savoir s'il est réellement indispensable de monter une formation pour le personnel de documentation au Gabon, car ne risque-t-elle pas :

- de faire double emploi (avec l'EBAD, par exemple),
- de manquer de moyens (humains, financiers et pédagogiques),
- de se retrouver à court d'effectif ?

De toute évidence, ces inconvénients ne se résolvent ni facilement, ni rapidement, aussi conviendra-t-il d'être prudent. Il ne faudrait pourtant pas renoncer car le Gabon, comme bien d'autres pays, manque de cadres moyens qu'il importe de

former sur place afin d'installer une infrastructure nationale et de planifier les postes à créer.

En Mai 1982, le Gabon n'est pas encore équipé de cette nécessaire infrastructure nationale. Mais après les visites de MM. Henri Brunschwig, Jan Vansina et Georges Balandier (respectivement en 1980, 1981 et 1982), la D.G.A.B.D. a soumis à l'approbation du Président de la République le projet d'un centre international de recherches sur les civilisations BANTOU. Quoique le projet soit assez prestigieux, un tel centre pousserait le pays à édifier un système national de l'information (NATIS), car la diffusion se ferait aux deux niveaux de l'input et de l'output. Ainsi, le Gabon franchirait le seuil du NATIS pour rejoindre le système international UNISIST.

Pendant ce temps, on pourrait établir une comparaison entre le Gabon et d'autres pays en matière de bibliothèques, ce qui permettrait d'éclairer les données du problème de façon différente, ou même d'en révéler de nouvelles. Puisse cette étude y contribuer un jour.

B I B L I O G R A P H I E

+ Aperçu général

ACKER (Vincent).- Contribution à l'étude sur la presse en Afrique Noire : panorama de la presse en Afrique Noire occidentale et équatoriale...- Paris : Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1972.- 322 f. dactylogr. : cartes.- (Mémoire de diplôme de l'I.E.P.).- Bibliogr.

Africa Contemporary Record : annual survey and documents, 1978-1979.- London : Africana Publishing.- P. B 558-566.

Africa South of the Sahara, 1980-1981.- London : Europa Publications.- P. 389-410.

The Europa Year Book, 1981 : a World survey.- London : Europa Publications.- Vol. 2, p. 355-369.

MBA ALLO (Emmanuel).- Jalons pour une histoire de la presse écrite au Gabon.- In : Revue gabonaise d'études politiques et juridiques.- N°7, Mars 1981.- P. 20-23.

+ les Bibliothèques au Gabon

BEVILLE (Gérard).- Unité de documentation du C.I.R.M.F. : note de présentation.- Février 1982.- 5 p. dactylogr.

BINET (Jacques).- La République gabonaise.- Paris : La Documentation Française, 1970.- 36 p. : carte.- (Notes et études documentaires ; 3 703).- Bibliogr.

BOUSCARLE (M.E.).- Gabon, Libraries in.- In : ALA World Encyclopedia of Library and Information Services.- Chicago : American Library Association, 1980.- P. 212-213.

DESCHAMPS (Hubert).- Traditions orales et archives du Gabon.- Paris : Berger Levrault, 1962.- 172 p.

EKEKANG (M.).- La Case d'écoute télévision ; une opération sectorielle de développement au Gabon (enquête).- Yaoundé : Ecole Supérieure de Journalisme, 1973.- (Mémoire de diplôme supérieur de journalisme).

FONTVIEILLE (Jean-Roger).- Gabon : création d'une infrastructure nationale des archives, des bibliothèques et de la documentation.- Paris : UNESCO, 1979.- 103 p.

HAERINGER (Banielle).- Documentation et planification au Gabon. - Libreville : Commissariat Général au Plan, 1981.- 73 p.

M'BOT (Françoise).- Inventaire des bibliothèques et centres de documentation en Afrique Centrale.- Paris : CARDAN, 1974.
- (Gabon : p. 64-77).

PANSINI (Giuseppe).- Gabon : réorganisation des Archives Nationales.- Paris : UNESCO, 1973.- 20 p.

ZIDOUEMBA (Dominique).- Directory of documentation libraries and archives services in Africa.- 2nd ed. rev. and enlarged by Eric de Grolier.- Paris : UNESCO, 1977.

+ Ouvrages à consulter

Bibliographie française sur l'Afrique au Sud du Sahara...

Etablie par le Comité Inter-bibliothèques de Documentation Africaine (CIDA).- Paris : Ecole des hautes études en sciences sociales : CARDAN, Centre d'études africaines.- (Bulletin d'information et de liaison).- Publication annuelle.

DARKOWSKA-NIDZGORSKA(Olenka).- Connaissance du Gabon : guide bibliographique.- Libreville : Université Omar Bongo, 1978.
- 151 p. multigr. : couv. ill.

MERLET (Annie).- Bibliographie du Gabon [en préparation]

BOUQUEREL (Jacqueline).- Le Gabon.- Paris : Presses Universitaires de France, 1970.- 128 p.- (Que sais-je ? ; 633).

Appendice 1 : liste des travaux de la D.G.A.B.D.

RAFONTCHOMBO (G.).- L'Eglise et l'établissement de Saint Pierre de Libreville.- 1973.- 12 p.

- - .- Répertoire des principaux textes parus au Gabon depuis l'Indépendance jusqu'au 1er Oct. 1974.- 1976.- 232 p.

SONNET (R.).- Inventaire du fonds de Médouneu, 1933-1964.
- 1976.- 6 p.

- - .- The Robert Hamil Nassau collection.- 1976.- 16 p.

NDONGO (H.).- Répertoire du fonds du District de M'Bigou.
- 1978.- 42 p.

EYANG (C.).- Répertoire du fonds du District de Makokou, 1934-1969.- 1979.- 44 p.

- - .- Répertoire du fonds du District de Ndende.- 1979.- 67 p.

MBOUMBA (J.).- Répertoire du fonds de la Météorologie Nationale.- 1980.- 41 p.

MOUBELE-MOUCKALA (G.).- Répertoire du fonds du District de Lastourville.- 1980.- 30 p.

NDEMBE (M.) & ITOMBA (J.).- Répertoire du fonds de la Direction des Mines et de la Géologie.- 1980.- 31 p.

NDONGO (H.).- Répertoire du fonds du Ministère de l'Agriculture.- 1981.- 34 p.

+ en collaboration

Recherche des textes historiques concernant Libreville et conservés à la D.G.A.B.D. pour la publication d'un numéro spécial de Cité, la revue de l'Hôtel de Ville de la capitale.

Participation, édition et impression du catalogue collectif des périodiques conservés dans une dizaine de bibliothèques de Libreville, avec état des collections et localisation ; à paraître en 1982.

Appendice 2 : Flore du Gabon

Flore du Gabon. Publiée...sous la dir. de A. Aubréville,...
Paris : Museum national d'histoire naturelle, 1961-
le vol. 23 est actuellement le dernier paru, en 1973

Appendice 3 : liste des publications du C.I.R.M.F.

LANGUILLAT (G.), GARIN (Y.), SECRETAINE (G.).- Un cas de chromomycose au Gabon.- In : Bull. Soc. Pathol. Exot., 70 (4) : 398-402, 1977.

BEAUVAIS (B.), GARIN (Y.), LANGUILLAT (G.), LARIVIERE (M.).- La

- Toxoplasmose au Gabon oriental : résultats d'une enquête sérologique.- In : ibidem, 71 (2) : 172-181, 1978.
- EYQUIEM (B.), HEUZE (D.), SCHWARTZ (J.), LANGUILLAT (G.).- Implications of Heterophile Antigens and Immunological Infertility in Males.- In : Arch. Androl., 1 : 241-248, 1978.
- GARIN (Y.), LANGUILLAT (G.), BEAUVAIS (B.), TURSZ (A.J.), LARIVIERE (M.).- Le Parasitisme intestinal au Gabon oriental. - In : Bull. Soc. Pathol. Exot., 71 (2) : 157-164, 1978.
- JAN (C.), LANGUILLAT (G.), RENAUDET (S.), RCBIN (Y.).- Enquête sérologique pour les arbovirus au Gabon.- In : ib. : 140-146.
- LANGUILLAT (G.), ARBERT (M.), TURSZ (A.), BLOT (P.).- Enquête sur l'étiologie de l'hypofécondité au Gabon oriental : 1 : protocole et premiers résultats.- In : Rev. Epidemiol. Santé Publique, 26 : 237-257, 1978.
- LANGUILLAT (G.), GARIN (Y.), TURSZ (A.), BEAUVAIS (B.), LARIVIERE (M.).- idem : 3 endémie filarienne (Loa Loa, D. pers-tans), fréquence des microfilaires dans les hydrocèles. - In : ib. : 273-282.
- TURSZ (A.), RUMEAU ROUQUETTE (C.), LANGUILLAT (G.).- idem : 2 : résultats en fonction du lieu d'habitat et de l'ethnie.- In : ib. : 259-271.
- LANGUILLAT (G.), CARTRON (J.), GERBAL (R.), SALMON (C.).- Les Phénotypes erythrocytaires au Gabon : 1 : données hématologiques.- In : Rev. Fr. Transfus. Immunohématol., 23 (6) : 675-682, 1980.
- WALTER (P.), GARIN (J.F.), BLOT (P.), PHILIPPE (E.).- Placenta et paludisme : étude morphologique, parasitologique et clinique.- In : J. Gynecol. Obstet. Biol. Reprod., 10 : 535-542,
- GARIN (Y.), LANGUILLAT (G.), IVANOFF (B.), LARIVIERE (M.).¹⁹⁸¹. - A New method for isolation of live microfilariae from blood.- In : Trans. R. Soc. Trop. Med. Hyg., 76 (1), 1982.
- + travaux à paraître
- DEROUIN (F.), GARIN (Y.), SARFATTI (C.), LARIVIERE (M.).- Etude comparée des antigènes de *S. mansoni* et *S. intercalatum* par immunofluorescence et ELISA.- (Bull.Soc.Pathol.Exot.)
- GARIN (Y.), TUTIN (C.E.G.), FERNANDEZ (M.).- Intestinal parasites of wild lowland gorillas from Gabon.- (J.Med.Primatol.)
- - -, GOUSSARD (S.).- A New intestinal parasitic endotiniomorph ciliate from wild lowland gorillas in Gabon ? (ib.)
- IVANOFF (B.), DUQUESNOY (P.), LANGUILLAT (G.), SALUZZO (J.F.), GEORGES (A.J.), GONZALEZ (J.P.), MCCOMICK (J.).- Haemorrhagic fever in Gabon : 1 : Incidence of Lassa, Ebola and Marburg viruses in Haut-Ogooué.- (Trans.R.Soc.Trop.Med.Hyg.)
- SALUZZO (J.F.), IVANOFF (B.), LANGUILLAT (G.), GEORGES (A.J.).- Enquête sérologique sur l'incidence des arbovirus parmi les populations humaines et simiennes du Sud-Est de la Républi-

que Gabonaise.- (Bull.Soc.Pathol.Exot.)

WALTER (P.), GARIN (Y.), BLOT (P.).- Placental pathological changes in Malaria, an histological and ultrastructural study.- (Am.J.Pathol.)

+ travaux en préparation

SITBON (M.), IVANOFF (B.), GARIN (Y.).- Etude virologique, bactériologique et parasitologique des diarrhées infantiles au Gabon.- (Am.J.Trop.Med.Hyg.)

WALTER (P.), BLOT (P.), DUQUESNOY (P.), GARIN (J.F.), IVANOFF (B.).- Sickle cell trait in African parturient women : 2 : Malaria placental weight and birth weight.- (Int.J.Gynecol. Obstet.)

WALTER (P.), BLOT (P.), DUQUESNOY (P.), IVANOFF (B.).- idem : 1 : placental weight and birth weight in standard conditions. - (ib.)

+ communications

LANGUILLAT (G.), SALUZZO (J.F.), GONZALEZ (J.P.), IVANOFF (B.), GEORGES (A.J.).- Enquête préliminaire sur l'incidence des virus Ebola, Marburg et Lassa parmi les populations humaines du Haut-Ogooué (Gabon).- Conférence de l'OCEAC, Yaoundé, 4-6.6.80

IVANOFF (B.), DUQUESNOY (P.), LANGUILLAT (G.), SALUZZO (J.F.), GEORGES (A.J.), GONZALEZ (J.P.), McCORMICK (J.).- Arboviroses et fièvres hémorragiques au Gabon : 1 : enquête sérologique sur la population humaine et simienne dans le Haut-Ogooué. - Colloque International de Microbiologie Tropicale, Abidjan, 25 Mars 1982.

SITBON (M.), GENDREL (D.), IVANOFF (B.).- Incidence des variations saisonnières des infections à Rotavirus dans les diarrhées aiguës infantiles au Gabon.- (ib.)

WALTER (P.).- Ultrastructure du placenta . La Pathologie infectueuse non bactérienne du placenta.- IIèmes Journées de Pathologie Placentaire, Rennes, 12-15 Mai 1982.

-, TERREN (J.F.), BLOT (P.), IVANOFF (B.).- Les Lésions placentaires du paludisme, étude histologique et ultrastructurale.- 29 ème Congrès de la Fédération des Gynécologues et Obstétriciens de Langue Fr., Dakar, 27-29 Mai 1982.

Appendice 4 : liste des tableaux

t. 1 : le développement de <u>L'Union</u>	p. 10
t. 2 : le Département des Archives	p. 13
t. 3 : le D. de la Bibliothèque Nationale	p. 15
t. 4 : les statistiques de lecteurs à la D.G.A.B.D. et leur répartition	p. 15
t. 5 : les différentes unités de documentation et leur personnel (récapitulation)	p. 40
t. 6 : pourcentages des données du t. 5	p. 41

Appendice 5 : liste des sigles et acronymes utilisés

A.E.F. Afrique Equatoriale Française
 A.G.P. Agence Gabonaise de Presse
 AGRIS Agricultural Information System
 A.I.D.B.A. Association Internationale pour le Développement
 des Bibliothèques en Afrique
 ALA American Library Association
 ANSOM Archives Nationales, Section Outre-Mer

 B.L.L.D. British Library Lending Division
 B.R.G.M. Bureau de Recherche Géologique et Minière
 B.U. Bibliothèque Universitaire

 CARDAN Centre d'Analyses et de Recherches Documentaires pour
 l'Afrique Noire
 CENAREST Centre National de la Recherche Scientifique et
 Technique
 C.I.R.M.F. Centre International de Recherche Médicale de
 Franceville
 C.N.R.S. Centre National de la Recherche Scientifique
 CREPLA Centre Régional de Promotion du Livre en Afrique au
 Sud du Sahara
 C.T.F.T. Centre Technique Forestier Tropical
 CUSS Centre Universitaire de Sciences de la Santé

 D.G.A.B.D. Direction Générale des Archives et de la Bibliothè-
 que Nationales et de la Documentation Gabonaise
 D.S.B. Diplôme Supérieur de Bibliothécaire

 EBAD Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes
 de Dakar
 ENA Ecole Nationale d'Administration
 ENAM Ecole Nationale des Arts et Manufacture
 E.N.M. Ecole Nationale de la Magistrature
 ENSAS Ecole Nationale de la Santé et de l'Aide Sociale
 E.N.S.B. Ecole Nationale Supérieure des Bibliothécaires
 E.N.S.G. Ecole Normale Supérieure du Gabon
 ENSIL Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs de Libreville

 F CFA Franc de la Communauté Financière Africaine
 FESAC Fondation pour l'Enseignement Supérieur en Afrique Cen-
 trale
 FIAB Fédération Internationale des Associations
 de Bibliothécaires (en anglais ; IFLA)
 FID Fédération Internationale des Documentalistes

 I.A.I. Institut Africain d'Informatique
 I.G.N. Institut Géographique National
 INEF Institut National des Etudes Forestières
 I.N.G. Institut National de Gestion
 I.N.T.D. Institut National des Techniques de Documentation
 IPHAMETRA Institut de Pharmacopée et de Médecine Traditionnelles
 I.P.N. Institut Pédagogique National
 IRAF Institut de Recherche Agronomique et Forestière
 IRET Institut de Recherche en Ecologie Tropicale
 I.R.S.H. Institut de Recherche en Sciences Humaines

I.R.T. Institut de Recherche Technologique
ISORID International System On Research in Information and
Documentation

MeSH Medical Subject Headings

NATIS National Information System

N.L.M.: National Library of Medicine

OCAM Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne

OCTRA Office du Chemin de fer Transgabonais

ONU Organisation des Nations Unies

ORSTOM Office de la Recherche Scientifique et Technique
d'Outre-Mer

O.U.A. Organisation de l'Unité Africaine

P.D.G. Parti Démocratique Gabonais

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
(en anglais : U.N.D.P.)

R.T.G. Radio Télévision Gabonaise

Saint Ex Centre Culturel Français Saint Exupéry

U.N.G. Université Nationale du Gabon

UNISIST Universal System for Information in Science and
Technology

U.O.B. Université Omar Bongo

USIS United States Information Service

